

N°5



Lettre Diplomatique & Défense

Sommaire

Diplomatie

■ AMÉRIQUE DU NORD & EUROPE

- **Etats-Unis** : l'héritage stratégique durable de M. Ashton Carter p.4
- **Europe** : basculements en série p.6

■ GOLFE

- **EAU** : rappel clair de la politique étrangère suivie p.7
- **Arabie saoudite** : l'Asie comme complément aux Etats-Unis .. p.8

■ CAUCASE

- **Turquie** : les outils d'une pénétration africaine p.8
- **Azerbaïdjan** : vers l'ouverture d'une ambassade à Tel-Aviv p.10

Défense

- **Etats-Unis** : mainmise sur les acquisitions européennes p. 11

■ EUROPE

- **Avion de combat franco-allemand** : victoire française mais vigilance sur l'évolution du dossier en Allemagne p. 11
- La hausse des budgets profite à l'industrie nationale ou étrangère, moins aux projets en coopération p. 13
- **Allemagne** : vote du budget de la Défense, le plus important jamais voté p. 13

■ CAUCASE

- **Arm's bazaar**... p. 15

- AMÉRIQUE DU NORD & EUROPE

Etats-Unis : l'héritage stratégique durable de M. Ashton Carter

Une large partie de l'orientation actuelle de la diplomatie américaine et de son système de défense est due à un homme récemment décédé, Ashton B. Carter, 25ème Secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis (2015-2017).

- *Un retour à la « compétition des grandes puissances »*

Confirmé en tant que secrétaire en février 2015 après une audition au Sénat – mais pas comme le premier choix d'**Obama** – M. **Carter** a hérité d'une armée qui se battait toujours intensément avec les extrémistes islamiques en Afghanistan, en Syrie et en Irak, était sommée de repositionner en Europe après la prise de la Crimée et de l'est du Donbass par la Russie et devant exécuter la manœuvre lourde et complexe du « *pivot vers le Pacifique* » que l'administration Obama avait proclamé en 2012.

La compétition entre grandes puissances est devenue un classique de l'analyse internationale, mais à l'époque, Carter l'avait théorisée, anticipée et préparée : "*Deux de ces défis reflètent un retour à la concurrence des grandes puissances*", a déclaré Carter en 2016. « *Le premier se situe en Europe, où nous adoptons une approche forte et équilibrée pour dissuader l'agression russe... Le second se situe en Asie-Pacifique où la Chine est en plein essor.* ».

C'est à lui que l'on doit la lente mais nette politique de diversification dans la politique d'acquisitions de l'Inde : jugée comme le pivot majeur de la résistance à la Chine, l'Inde a été ciblée dès 2015 comme une cible stratégique que les Etats-Unis devaient faire basculer dans leur giron, en dépit du tropisme russe du pays. Rapidement, le mouvement amorcé avant lui, prendra l'allure d'une politique centrale des Etats-Unis dans la région. Les ventes d'armes ont servi à accompagner ce mouvement : avions de patrouille maritime à long rayon d'action *P-8 Poseidon*, hélicoptères lourds de manœuvre et de combat, avions de transport tactiques *C-130J* et stratégiques *C-17*. Rapidement également, ces ventes d'armes détrônent la Russie et concurrencent la position d'Israël sur le podium des trois meilleurs fournisseurs de l'Inde. La relation avec le Japon, souvent considérée comme allant de soi par ses prédécesseurs a été elle aussi minutieusement pensée, comme en témoignent les accords étatiques et commerciaux dans l'armement.

- *Nécessitant « une stratégie de compensation » accélérée*

Faire face aux puissances de compétition nécessitait une remise en ordre dans les affaires passablement troublées du Pentagone où l'échec flagrant et ruineux des projets d'acquisition (*F-35* comme *LCS* ou destroyer *Zumwalt*) menaçait l'édifice de réarmement américain tout entier.

Introduire de nouvelles technologies disruptives, en intégrer certaines sur des vieilles plateformes pour créer une combinaison à la fois innovante et rustique, et privilégier la frappe à longue distance de très grande précision : telles furent ses principales idées et réalisations. S'il y eut des échecs (le Pentagone s'apparente à un pétrolier dont la caractéristique est l'évolution lente ou l'inertie), il y eut de brillantes réalisations entrant parfaitement dans le cadre de la « *stratégie de compensation* ». Ainsi, le bureau des capacités stratégiques, a-t-il recommandé l'utilisation à terre de missiles navals développés durant la Guerre froide comme le *Tomahawk* et le *SM-3*, dont les dérivés furent le *Precision Strike Missile (PrSM)* destiné au Pacifique et le *SM-6* déployé en Roumanie et en Pologne.

L'objectif de Carter était de compenser les « accumulations » russes et chinoises en investissant dans la technologie de pointe – en particulier la technologie de rupture dans laquelle il voyait un potentiel d'avancées rapides qui pourraient faire pencher la balance du vers les États-Unis. Les armes à longue portée et à guidage de précision, l'intelligence artificielle, la robotique et les véhicules sans pilote, et la mise en réseau de ces systèmes (notamment spatiaux), sont des avancées qualifiées à juste titre de révolution stratégique à l'ampleur encore incalculable.

Ce faisant, Carter se place dans la grande lignée des stratèges américains, inventeur de la troisième stratégie de compensation (ou « *third offset* »). La première stratégie de compensation, dans les années 1950 et 1960, utilisait les armes nucléaires pour « compenser » la supériorité numérique soviétique ; la seconde, dans les années 70 et 80, a adopté la furtivité et le guidage de précision ; la troisième, l'intelligence artificielle, la mise en réseaux et la frappe à grande précision et à très longue portée. Officiellement lancé par le prédécesseur de Carter, Chuck Hagel, le *Third Offset* était principalement l'idée originale de l'homme qui a servi à la fois Hagel et Carter en tant que secrétaire adjoint, l'ancien artilleur des Marines Bob Work. Mais Carter, titulaire d'un doctorat en physique, s'est penché sur la technologie et l'a exploitée d'une manière que Hagel, un vétéran du combat vietnamien devenu sénateur, n'avait pas.

- *Maintenir la supériorité militaro-technique sur le monde*

Avec cette stratégie, le 25ème Secrétaire d'Etat à la défense défendait une idée majeure, un objectif ultime : atteindre et maintenir une supériorité militaro-technique sur tous les adversaires potentiels des Etats-Unis. Alors que Carter a démissionné lorsque l'administration Trump a pris le relais, ses idées ont été poursuivies et ont donné naissance à l'initiative en cours d'exécution d'« opérations multi-domaines » (ou *MDO*).

Contrairement à trop de technophiles, Carter ne considérait d'ailleurs pas la haute technologie comme une solution en soi, mais comme un outil de stratégie au service de la supériorité des Etats-Unis. Il a adopté les technologies de la « troisième compensation » parce qu'il les considérait comme des éléments nécessaires d'un pivot global, précis et invincible, allant de la chasse aux extrémistes islamiques à la maîtrise de la Russie et de la Chine, avec leurs grandes forces conventionnelles, leurs arsenaux de missiles à longue portée et leurs opérations hybrides et asymétriques, dans les airs, l'espace et les fonds sous-marins.

Europe : basculements en série

Le continent européen est le témoin d'une série de basculements diplomatiques majeurs, répliques du séisme provoquée par la guerre russo-ukrainienne.

- *Italie : rapprochement avec la Grèce*

Un point peu souligné est le lent virage italien de la Turquie vers la Grèce. Alors que M. Berlusconi avait orchestré le virage vers la Turquie (et avec la Russie) à compter de 2008, M. Draghi puis Mme Meloni opèrent un rapprochement avec la Grèce qui n'est pas dû qu'au projet de corvettes pour lequel *Fincantieri*, le grand chantier naval italien, est en concurrence frontale avec Naval Group, champion du camp français pour fournir la Marine hellénique.

La politique déstabilisatrice d'Ankara touche en effet les intérêts énergétiques et géopolitiques italiens. Énergétiques, car l'*ENI* - Etat dans l'Etat italien - qui a découvert nombre de gisements en Méditerranée orientale pourrait se retrouver déstabilisée par les revendications turques de remise en cause des souverainetés maritimes (de la Grèce, de Chypre, et pourquoi pas demain de l'Égypte) ; géopolitiques, car l'Italie estime qu'historiquement lui revient le rôle de stabilisation dans sa *Mare nostrum*, non seulement contre la Russie mais contre tout prédateur remettant en cause le *statu-quo* régional. Sur ces points, les discours convergent : ceux du PDG de l'*ENI*, Claudio Descalzi, ceux de l'Administrateur gérant de *Fincantieri*, M. Folgiero et ceux de Mme Meloni et de son ministre de la Défense, M. Crosetto.

- *Turquie : la montée des provocations en 2023*

La hausse tant verbale qu'opérationnelle des provocations turques devrait aller crescendo en 2023 : cette année-là, trois grands événements devraient porter au paroxysme les ambitions turques.

- L'élection présidentielle le 18 juin 2023 où M. Erdogan joue la survie de son régime ;
- Le centième anniversaire du Traité de Lausanne (24 juillet 1923) qui précise les frontières de la Turquie et reconnaît le régime de Mustapha Kemal ;
- La proclamation, enfin, de la République kémaliste (29 octobre 1923).

Associée à ces événements, l'arrivée de grands programmes d'armement turcs : *LHD Anadolu*, qui lui donnera une capacité de projection, essais de l'avion de combat de nouvelle génération (construit avec l'aide de la société britannique *BAE Systems*), les nouveaux systèmes de défense sol-air et surtout les nouvelles générations de drone de combat, remplaçant les *Anka-S* et *TB2*.

- *Israël : entre armement pour la Grèce et rapprochement avec la Turquie*

Témoin d'une politique purement égoïste et d'un positionnement délicat (comme sur tous les autres fronts d'ailleurs), la diplomatie israélienne oscille actuellement entre armement pour la Grèce et rapprochement avec Ankara.

Alors que le ministre de la Défense israélien, l'ancien général Gantz, devait visiter le centre de formation de Kalamata dont la société israélienne *Elbit systems* a remporté la mise en œuvre, il a annulé son voyage pour se rendre en Turquie.

Israël et la Grèce sont à tout près de signer pourtant des contrats où le missile israélien, Rafale, fournira aux militaires grecs un armement de précision, le missile anti-char/anti-structures *Spike-NLOS*, destiné à armer les compagnies anti-char sur les îles de la mer Egée, contestées par les Turcs, de petits intercepteurs et des hélicoptères de combat (tous américains).

Le rapprochement entre Israël et la Turquie, après plus de dix années de brouille diplomatique complète, donne une leçon de réalisme à ceux qui pensaient que Tel-Aviv avait basculé avec armes et bagages en Grèce. Compte tenu des interventions turques au Kurdistan – allié traditionnel des Israéliens -, dans le Caucase (où les deux pays arment le même allié azéri), Israël se devait de renouer avec la Turquie.

Quelle forme autre qu'une alliance objective à but limité prendra-t-elle ? C'est toute la question à suivre.

- **GOLFE**

Prenant ses distances avec les Etats-Unis, les pays du Golfe esquissent tous une stratégie non concurrente mais complémentaire de l'alliance américaine. Par petites touches, ils assument leur indépendance nationale, leur équidistance dans les rivalités entre puissances régionales (Israël, Iran, Turquie) et mondiales (Russie, Chine, et désormais Corée du Sud).

EAU : rappel clair de la politique étrangère suivie

Dans un discours prononcé lors du 9ème débat stratégique d'Abu Dhabi le 15 novembre, le conseiller diplomatique du Président de la Fédération émirienne, M. **Anwar Gargash**, a clarifié de manière particulièrement nette la position de son pays à la suite de ce qu'il considère être des pressions américaines insistantes :

Tout en rappelant que « *notre principale relation de sécurité stratégique reste sans équivoque avec les États-Unis (...), il est vital que nous trouvions un moyen de nous assurer que nous pouvons compter sur cette relation pour les décennies à venir, grâce à des engagements clairs, codifiés et non ambivalents* » ;

Les EAU continuent leur politique d'indépendance qui consiste à ne pas dépendre d'« *un ou deux pays seulement pour leur prospérité et leur sécurité économiques en maintenant des relations équilibrées et diversifiées* » ; la diversification des partenariats internationaux est un moyen d'atténuer le désengagement américain de la région au profit de l'Asie et de l'Europe comme de poursuivre la politique de non-alignement et d'équilibre qui est celle des EAU depuis toujours ;

Les Émirats arabes unis « *n'ont (donc) aucun intérêt à choisir leur camp entre les grandes puissances* ».

Les déclarations de M. **Gargash** ont traduit en termes mesurés mais nets l'irritation des Émirats arabes unis face à ce qu'ils considèrent comme les pressions de Washington visant à les pousser à choisir entre être "*avec ou contre*" les États-Unis. Pareille irritation avait été clairement exprimée lors du report de l'acquisition du F-35.

Arabie saoudite : l'Asie comme complément aux États-Unis

Le voyage du Prince héritier, Mohammed ben Salman, désormais Premier Ministre, en Asie a bien démontré si besoin était combien l'Arabie maintenait le cap d'une stratégie d'indépendance sourcilleuse.

Avec la Corée du Sud, l'Arabie a trouvé un allié capable de lui proposer un paquet global, réunissant à la fois l'énergie, les infrastructures et l'armement ; les accords-cadres signés le 17 novembre dernier, d'un montant de plus de 25 milliards \$, donnent une idée de l'ampleur de ce partenariat, que la Corée du Sud a déjà essayé avec succès en Egypte et aux EAU.

La visite du Président chinois en Arabie, fin décembre, devrait confirmer cette approche asiatique et indépendante de l'Arabie. Premier importateur de pétrole saoudien, la Chine viendra avec un plan de coopération complet : commercial (la route commerciale maritime port Quindao-port Khalifa aux EAU a été ouverte le 11 novembre dernier et elle aura son pendant saoudien), spatial et armement, le tout englobé dans une vision multipolaire des relations internationales ;

Dans le domaine de l'armement, beaucoup de rumeurs circulent qui ont pour points communs non seulement l'étendue de la coopération (transfert complet de systèmes avec production locale) mais aussi le renforcement de la stratégie de déni d'accès (par drones ou missiles) et la frappe à distance (par drones).

- **CAUCASE : les jeux de la Turquie et de l'Azerbaïdjan**

Turquie : les outils d'une pénétration africaine

Outre la diplomatie et les outils de soft-power comme les organisations religieuses ou humanitaires, Ankara mise sur les ventes d'armes et les accords de coopération dans le domaine de la sécurité pour renforcer son influence économique en Afrique.

- *Un impressionnant bilan, témoin de l'ampleur de la pénétration turque*

Selon un rapport de l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (*Stiftung Wissenschaft und Politik* ou *SWP*) daté de juin 2022, la Turquie a plus que quintuplé ses exportations d'armes vers l'Afrique en une année. La valeur de ces exportations est ainsi passée de 82,981 millions de dollars en 2020 à 460,6 millions de dollars en 2021. Cette impressionnante hausse démontre l'intérêt croissant des pays africains pour les armes de fabrication turque, et plus particulièrement pour les drones, les véhicules blindés, les systèmes de capteurs électro-optiques, les

systèmes de surveillance, les véhicules de déminage et les fusils d'attaque.

- *Les outils de cette influence*

Ventes, formation et coopération, tels sont les trois vecteurs de l'influence turque en Afrique.

- Ankara a aussi signé des accords de coopération dans le domaine de l'industrie d'armement avec plus de 25 pays africains, dont le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Congo, le Mali et le Nigeria. Ces accords prévoient notamment des transferts de technologies militaires et le développement de capacités de production conjointes.
- La Turquie a signé depuis 2017 des accords portant sur la formation du personnel des forces armées avec 20 pays africains (Algérie, Burkina Faso, Djibouti, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie et Tunisie).
- Certains de ces accords portant sur la formation des diverses unités des forces armées (police, gendarmerie, garde-côtes, armée) ont permis à la Turquie d'installer discrètement des centres de formation permanents dans deux pays africains, en l'occurrence la Somalie (camp TURKSOM) et la Libye.

Les accords relatifs à la formation débouchent souvent et logiquement sur l'acquisition d'équipements militaires turcs. En 2020, la Turquie a par exemple formé plusieurs dizaines de policiers kenyans dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Une année plus tard, les forces armées kenyanes ont annoncé l'acquisition de 118 véhicules blindés conçus pour résister aux engins explosifs improvisés auprès du groupe turc *Katmerciler* pour 70 millions de dollars.

Au total, 37 accords de coopération dans les domaines de la sécurité ont été signés entre la 19^e puissance économique mondiale et 30 pays africains. Dans la plupart des cas, ces accords vont au-delà des programmes de formation des forces armées nationales pour englober des volets de coopération technique ou scientifique.

Ankara a par ailleurs accru sa participation aux missions internationales de maintien de la paix en Afrique. Elle a notamment contribué à des missions onusiennes au Mali, en République centrafricaine, au Congo, en Libye, au Soudan, au Sud-Soudan et en Somalie. Des attachés militaires turcs sont également en poste dans 19 pays africains, dont le Nigeria, l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, l'Algérie, Djibouti, le Sénégal, le Kenya, l'Afrique du Sud et le Maroc.

- *L'étrange recommandation du rapport allemand*

« *La politique étrangère turque en Afrique combine désormais sécurité et économie, deux volets qui se renforçant en quelque sorte mutuellement* », conclut le rapport, qui recommande à l'Union européenne (UE) d'envisager des partenariats avec la Turquie pour améliorer l'efficacité de ses missions militaires déployées sur le continent... A défaut donc de contrer une puissance de déséquilibre, l'Europe est priée de s'allier avec elle...

Azerbaïdjan : vers l'ouverture d'une ambassade à Tel-Aviv

L'Assemblée nationale azerbaïdjanaise a voté le 20 novembre en faveur de l'ouverture d'une ambassade pour le pays à Tel-Aviv. C'est une décision d'une très grande portée.

C'est en effet tout d'abord la consécration diplomatique d'une relation étroite, ancienne et très opérationnelle : Tel-Aviv fournit 69% des systèmes d'armes azéri (chiffre officiel de l'organisme des ventes internationales du ministère israélien de la défense, le *SIBAT*) tandis que Bakou fournit 40% du pétrole à son allié (un chiffre de 2021 qui devrait augmenter dans la conjoncture actuelle) : armes contre pétrole, les termes du marché ne sont pas nouveaux mais en l'occurrence, ici très efficaces.

Mais au-delà de cette relation armes modernes contre pétrole, les deux à prix privilégiés, la relation se centre sur l'Iran : l'Azerbaïdjan est une fenêtre d'observation et d'action pour Israël sur l'ennemi iranien.

Tandis que Bakou regarde le Haut-Karabakh, Tel-Aviv regarde Téhéran : chacun s'aide ainsi sur ses priorités nationales. Souvent considérée comme l'exemple-type de la « *coopération iceberg israélienne* » (les neuf-dixièmes sont sous la surface), comme avec Singapour, les EAU et le Maroc, elle s'étend à tous les domaines de la Défense et des Affaires étrangères.

Bakou est la première ambassade chiite à ouvrir sur le sol israélien. Israël en dispose d'une depuis 1992, date de l'établissement officiel des relations diplomatiques (7 avril).

Le calendrier de cette décision n'a échappé à personne : un accord nucléaire 5+1 s'éloigne, Israël et la Turquie, autre grand allié de l'Azerbaïdjan, se sont rapprochés et la dynamique issue des accords d'Abraham se poursuit, l'Arménie se réarme auprès de l'Inde alors que la Russie est un allié affaibli.

Etats-Unis : mainmise sur les acquisitions européennes

L'Administration Biden, comme celle, lointaine, de Clinton, restera comme celle des grandes ventes d'armes internationales, et particulièrement européennes. La guerre russo-ukrainienne sert ainsi par deux biais la politique d'exportation de l'armement américain.

- D'une part, en fournissant aux pays européens l'armement pour se protéger d'une résurgence toujours possible du potentiel (pourtant passablement amoindri) de la Russie. Les projets de vente F-35 en République tchèque (24) et en Allemagne (35) sont un exemple, parmi d'autres que l'on pourrait puiser dans le domaine de l'artillerie (lance-roquettes *HIMARS*), de la défense sol-air (de courte portée *NASAMS* et de moyenne portée *Patriot*), etc.
- De l'autre – et le fait est moins connu – en armant l'Ukraine par des systèmes russes ou soviétiques en service ou en stock dans les pays européens (Allemagne, Grèce et Europe centrale & orientale) et en proposant de les remplacer ensuite par des systèmes américains. C'est ainsi que la Grèce qui possède des systèmes sol-air russes en service (*S-300 PMU-1*, *Tor-M1*) et obsolètes (*OSA-AK*) s'est vue proposer de les remplacer par des systèmes américains équivalents.

• EUROPE

Avion de combat franco-allemand : victoire française mais vigilance sur l'évolution du dossier en Allemagne

La prochaine signature de la phase 1B du projet d'avion de combat (SCAF/avion de nouvelle génération) doit s'analyser avec deux mots : victoire et vigilance.

- *Victoire française d'abord.*

Sans entrer dans les détails techniques et confidentiels, la signature de cette phase a démontré l'importance de la résistance française, essentiellement l'œuvre de l'avionneur national, Dassault Aviation, dans la défense de grands principes-clés :

- L'exercice plein et entier de la maîtrise d'ouvrage par l'Etat français (en l'occurrence de la DGA) qui aurait eu tendance sinon à faire le juge de paix entre les trois Etats au lieu d'exercer ce que les Etats ont accepté : la maîtrise d'ouvrage française sur le projet et non une triple coopération (la fameuse « co-co-co ») sans responsables sur les parties les plus essentielles (alors que 50% des études sont sans responsable désigné) ;

- L'exercice plein et entier de la maîtrise d'œuvre par Dassault, placé dès le début par les Etats comme le meilleur athlète mais à qui l'Allemagne n'a eu de cesse de contester la place dans l'organisation : « partenaire » voulant dire « co-décisionnaire », « partage » de la propriété intellectuelle voulant dire « pillage » de l'héritage technologique, « coopérer » ne voulant pas dire « exporter »...

- *Vigilance sur l'évolution du dossier*

Après avoir beaucoup concédé pour signer mais sans s'empêcher d'annoncer un accord alors que rien n'était conclu et encore moins signé (le 18 novembre) ne serait-ce que pour s'en arroger le monopole, l'Allemagne pourrait être tentée de revenir sur ses concessions. Plusieurs biais s'offrent à elles pour ce faire :

- La Commission du Budget du Bundestag qui continue de lier avion et char (alors que ces deux projets ne peuvent avancer au même rythme) et à demander au gouvernement la consolidation de l'industrie terrestre allemande (entendez la fusion entre Rheinmetall et Krauss-Maffei, les deux frères ennemis). Elle a donné son accord pour le budget de la phase 1B, mais pourrait être tenté de le reprendre chaque année lors du vote du budget ;
- Les syndicats qui peuvent pousser les milieux politiques (fédéraux et régionaux) à renégocier l'accord, "trop français", "trop déséquilibré", etc ;
- L'Etat profond allemand (DGA allemande ou *BAAiNBW, Luftwaffe*, direction politique du ministère de la Défense) qui a toujours penché pour l'OTAN ; or le système aéronautique de l'OTAN, c'est le *F-35A*, un avion qui ne communique pas avec les autres, juste avec lui-même (c'est ce que Clinton appelait "*un avion de coalition*") ;
- Les dispositions de la future loi sur l'exportation qui ne sont pas connues, puisque les grands principes en sont encore discutés ;
- L'évolution des spécifications qui ferait dériver l'appareil vers un avion trop lourd, trop remanié et au final trop cher, comme le furent auparavant les désastres industriels de l'A400M et de l'Eurodrone ;
- La remise en cause de l'organisation industrielle par une série de renégociations ou de blocages.

Côté français, on estime que la meilleure parade à un quelconque revirement allemand est d'entretenir l'idée qu'un plan B subsiste et pourrait être mis à mis en œuvre rapidement sans dommage. Cette idée a déjà reçu un semblant d'application avec l'amendement déposé par le sénateur Dominique de Legge, réservant un crédit de 10 millions € pour des études d'un avion national et pourrait s'appuyer très concrètement sur la feuille de route tracée par la DGA et Dassault il y a déjà quelque temps : un successeur au nEURon dont les essais ont démontré l'extrême furtivité, l'évolution par standards successifs du Rafale pour aboutir à un Rafale lourd et en parallèle le développement d'un avion spatial, qui est LA révolution stratégique et technologique de rupture sur laquelle Russes, Chinois et Américains travaillent.

La hausse des budgets profite à l'industrie nationale ou étrangère, moins aux projets en coopération

Dans son rapport*, l'Agence Européenne d'Armement fait un constat qui semble évident mais semble l'étonner : alors que les dépenses de défense augmentent presque partout en Europe, les Etats membres semblent n'avoir que peu d'appétence pour les projets en coopération.

- Seuls 18 % de tous les investissements de défense des Etats membres ont été réalisés en coopération ;
- Aucune amélioration de la cohérence du paysage de l'Europe de la défense a été visible. Les outils et les méthodes de gouvernance demeurent confus ;
- L'Europe n'est pas la priorité : il y a les objectifs nationaux, puis ceux de l'OTAN et enfin éventuellement, ceux de l'Union européenne. La coopération européenne apparaît comme ce qu'elle est réellement : difficile et chronophage, ce qui les conduit finalement à opter pour des solutions nationales ou non européennes.

Les obstacles les plus fréquemment cités à la poursuite de la coopération européenne découlent de la complexité de la législation sur la protection de l'information, des délais opérationnels souvent urgents, de la disponibilité budgétaire et de la rétention du personnel et des experts dans les domaines de la planification, de l'approvisionnement et de la recherche et de la technologie.

Certaines tendances positives ont été néanmoins mises en évidence dans le rapport, notamment la croissance significative des dépenses de défense qui ont atteint un total de 214 milliards d'euros (222 milliards de dollars) en 2021 parmi les États membres participants et sont sur le point d'augmenter jusqu'à 284 milliards d'euros d'ici 2025. Les analystes de l'EDA prédisent avec un peu trop d'optimisme que si les promesses budgétaires des annonces sont réellement tenues, les États membres pourraient se remettre l'année prochaine de la sous-utilisation des dépenses de la décennie précédente.

Allemagne : vote du budget de la Défense, le plus important jamais voté

Le 23 novembre, le *Bundestag* a approuvé le budget de la Défense qu'il avait modifié à la mi-novembre, lors d'un deuxième vote et appelle trois commentaires :

- C'est la version modifiée par la commission du Budget (20/3526, 20/3527) qui a été votée, c'est-à-dire le niveau de 50,12 milliards d'euros contre 50,4 milliards d'euros en 2022. Le budget de la défense de l'an prochain est donc légèrement inférieur à celui de l'année en cours.
- Cette baisse légère est largement compensée par les 8,18 milliards € provenant du Fonds spécial de la *Bundeswehr*.

* <https://eda.europa.eu/docs/default-source/eda-publications/2022-card-report.pdf>.

- Les dépenses totales pour la défense s'élèvent à 58,6 milliards d'euros.

Postes hors fonds spécial milliards €	2023	2022
Budget	50, 104 875	50, 404 828
Acquisitions et infrastructures	18,67	20,42
Dont acquisitions	8	9,81
Dont R&D	1,7	2,1
Dont munitions	1	0,763
Dont segment naval	0,653	0,571
Dont segment terrestre	0,600	0,792
Acquisitions de véhicules de combat	0,481	0,481
Dont segment aéronautique	0,684	0,500
Dont système de combat TIGRE	0,074	0,080
Dont NH-90	0,493	0,495
Dont MCO	4,88	4,62
Personnel	20,63	19,88
Dépenses de fonctionnement	8,6	8,3
Dépenses OTAN	1,29	1,44

Fonds spécial BW, €, pour 2023	Postes
Fonds spécial BW	8 187 489 000 €
Intérêts de l'emprunt	308 033 000 €
R&D pour Intelligence Artificielle	16 000 000 € (dépenses totales prévues du fonds : 406 millions €)
Equipements personnels & armements légers	892 millions €
Digitalisation	658 millions € (dépenses totales prévues du fonds : 19,913 milliards €)
Segment terrestre	447,420 millions € (dépenses totales prévues du fonds : 15 197 026 €)
Segment naval	1 215 568 000 € (dépenses totales prévues du fonds : 8 034 084 000 €)
Segment aéronautique	4 958 231 000€ (dépenses totales prévues du Fonds : 23 729 247 000 €)

Si, pour la *CDU/CSU* (Ingo Gädechens), il ne reste rien du tournant, pour la *SPD* (Andreas Schwarz) et la *F.D.P* (Karsten Klein), le fait demeure que la *Bundeswehr* bénéficiera de 300 milliards € durant la législature, un record jamais égalé.

- **CAUCASE**

Arm's bazaar...

Le conflit qui se rallume dans le Haut-Karabagh a été l'occasion de voir comment deux alliés extérieurs au conflit peuvent se retrouver dans le camp adverse.

Israël, en fournissant 69% des systèmes d'armes modernes de l'armée azérie (composante navale comprise), s'affiche depuis toujours comme un allié objectif de ce pays chiite.

L'Inde qui compte Israël comme partenaire stratégique pour nombre de plateformes neuves ou modernisées, arme de son côté l'Arménie : radars de contre-batterie, lance-roquettes, missiles anti-chars, obusiers.

En vendant à l'Arménie, l'Inde assume également pleinement le fait de se placer dans une position délicate vis-à-vis d'Israël, l'un de ces principaux fournisseurs mais également fournisseur du rival de son client, l'Azerbaïdjan.

La Fondation Identité et Démocratie est partiellement financée par le Parlement européen et à la seule responsabilité de cette publication.



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**



<https://id-foundation.eu>



contact@id-foundation.eu



Paris, France
Brussels, Belgium